

Leçon 3.2



Conduite et discipline

Objectifs, pertinence et résultats de l'apprentissage

Objectifs

Expliquer aux agents de maintien de la paix les normes de conduite imposées par l'ONU.

Pertinence

En tant que membre du personnel de l'ONU, vous devez respecter les normes de conduite les plus strictes, donner l'exemple et vous comporter avec intégrité et respect.


Il est interdit de se livrer à toute forme de manquement, y compris à des abus sexuels ou à l'exploitation des communautés locales où vous êtes déployé.

Cette leçon explique ce qu'est une conduite inappropriée (ou faute), les conséquences d'une faute et les obligations du personnel de l'ONU en matière de conduite.

Diapositive

1



3.2 Conduite et discipline 

Objectifs

- Expliquer aux agents de maintien de la paix les normes de conduite imposées par l'ONU.

Pertinence

- En tant que membre du personnel de l'ONU, vous devez respecter les normes de conduite les plus strictes, donner l'exemple et vous comporter avec intégrité et respect.
- Il est interdit de se livrer à toute forme de manquement, y compris à des abus sexuels ou à l'exploitation des communautés locales où vous êtes déployé.

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 1

Résultats de l'apprentissage

Les apprenants seront en mesure :

1. De comprendre les normes de conduite de l'ONU et leurs obligations en tant qu'agent de maintien de la paix
2. De connaître les préjudices et les conséquences d'une conduite inappropriée pour les Nations Unies, les États Membres et les agents de maintien de la paix
3. De connaître leur rôle dans la prévention et le traitement des cas de comportement répréhensible.

Diapositive 2



3.2 Conduite et discipline 

Résultats de l'apprentissage

1. Comprendre les normes de conduite de l'ONU et vos obligations en tant qu'agent de maintien de la paix.
2. Connaître les préjudices et les conséquences d'un comportement répréhensible pour les Nations Unies, les États Membres et les agents de maintien de la paix.
3. Comprendre votre rôle dans la prévention et la lutte contre les cas de comportement répréhensible.

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 2

Aperçu de la leçon



Durée minimale de la leçon : 45 minutes (Activité d'apprentissage 3.2.2 incluse).

La leçon	Pages	Diapositives
Normes de conduite de l'ONU	4-6	3-4
Qu'est-ce qu'une faute ?	7-11	5-8
Conséquences de la faute	12-15	9-14
Activité d'apprentissage obligatoire 3.2.1 : Conséquences de la faute	15-16	9-10
Lutter contre les cas de conduite inappropriée	16-17	16
Signaler les fautes	17-21	17-18
Responsabilités et redevabilité	21-23	19
Clôture de la leçon	23	20
Document – Résumé des messages clés	24	–

Activité d'apprentissage facultative

Activité d'apprentissage facultative 3.2.2 : Promouvoir une bonne conduite

Consultez 3.2 Aide à l'apprentissage




Conseils aux formateurs : Consultez 3.2 Aide à l'apprentissage pour obtenir des conseils sur le démarrage de la leçon, les consignes relatives aux activités d'apprentissage obligatoires, les activités d'apprentissage facultatives et l'évaluation de l'apprentissage.

La leçon

Normes de conduite de l'ONU

Diapositive 3



3.2 Conduite et discipline 

Normes de conduite de l'ONU

La **Charte des Nations Unies** souligne que lorsque l'Organisation recrute du personnel et fixe ses règles en matière d'emploi, son principal objectif est de garantir les normes les plus élevées : **efficacité, compétence et intégrité.**

Les normes de conduite de l'ONU respectent ces principes :

- Tolérance zéro pour toutes les formes de conduite inappropriée, y compris l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels
- L'obligation de rendre compte des fautes commises, y compris par les personnes en position de commandement ou d'autorité
- Applicables à l'ensemble du personnel de l'ONU

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 3



Message clé n°1 : Les normes de conduite de l'ONU s'appliquent à toutes les catégories de personnel, qu'il s'agisse de civils, d'agents en uniforme ou d'experts en mission.

La Charte souligne que lorsque l'ONU recrute du personnel et fixe ses règles en matière d'emploi, son principal objectif est de garantir les normes les plus élevées :

- Efficacité
- Compétence
- Intégrité

Les normes de conduite de l'ONU sont fondées sur la Charte. Ces normes figurent dans le Statut du personnel de l'ONU et dans d'autres textes administratifs, contrats, accords et protocoles d'accord spécifiques qui s'appliquent au personnel des contingents. Voir la liste des documents de politique générale sur la conduite pour chaque catégorie de personnel à la fin de la leçon.



Référence

- Nations Unies, *Circulaire du Secrétaire général sur le statut et le règlement du personnel de l'ONU*, ST/SGB/2018/1, Règle 10.1, 10.2, 10.3 et 10.4.


Les normes de conduite de l'ONU respectent ces principes :

- Tolérance zéro pour toutes les formes de conduite inappropriée, y compris l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels
- L'obligation de rendre compte des fautes commises, y compris par les personnes en position de commandement ou d'autorité
- Applicables à l'ensemble du personnel de l'ONU.

Diapositive

4



3.2 Conduite et discipline 

Raisons pour lesquelles les agents de maintien de la paix doivent respecter les normes de conduite de l'ONU

Les agents de maintien de la paix :

- **Servent et protègent** la population locale
- **Représentent leur pays** sous le drapeau de l'ONU
- **Servent avec fierté**
- **Doivent éviter toute mauvaise conduite**, y compris les relations sexuelles avec des membres de la communauté locale

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 4



Message clé n°2 : Chaque agent de maintien de la paix représente les Nations Unies, et chaque agent de maintien de la paix en uniforme représente également son pays.

Raisons pour lesquelles les agents de maintien de la paix doivent respecter les normes de conduite de l'ONU

L'ONU attend de tous les membres du personnel de maintien de la paix qu'ils respectent les normes de comportement les plus élevées, qu'ils se conduisent de manière professionnelle et disciplinée en toutes circonstances et qu'ils respectent les normes de conduite de l'ONU, car ils :

- Servent et protègent la population locale
- Représentent leur pays sous le drapeau de l'ONU

- Doivent respecter les lois, coutumes et pratiques locales
- Traitent les habitants du pays hôte avec respect, courtoisie et considération
- Servent avec fierté
- Doivent éviter toute mauvaise conduite, y compris les relations sexuelles avec des membres de la communauté locale
- Agissent avec impartialité, intégrité et tact.

Application des normes de conduite de l'ONU

Qu'ils soient en uniforme ou en civil, tous les membres du personnel de l'ONU, y compris ceux qui servent comme agents de maintien de la paix, doivent respecter les normes de conduite de l'ONU.

L'ensemble du personnel déployé dans les missions de l'ONU se compose des catégories suivantes :

- Fonctionnaires de l'ONU (nationaux et internationaux)
- Bénévoles de l'ONU
- Personnel militaire et agent de police
- Membres d'unités de police constituées (UPC)
- Personnel fourni par les gouvernements ayant le statut juridique d'expert en mission (EEM)
- Contingents militaires et officiers d'état-major
- Consultants et contractants individuels des Nations Unies

La conduite des contingents militaires et des officiers d'état-major est régie par le protocole d'accord (PA) conclu entre le pays fournisseur de troupes et les Nations Unies. Ce protocole d'accord stipule que, bien que le personnel militaire reste soumis à la juridiction exclusive de son pays, il se conformera aux normes de conduite de l'ONU.




Message clé n°3 : Lorsque vous êtes déployé dans le cadre d'une mission de l'ONU, vous êtes tenu de respecter les normes de conduite de l'ONU, quelles que soient les lois en vigueur dans votre pays.

Qu'est-ce qu'une faute ?

Diapositive 5



3.2 Conduite et discipline 

Qu'est-ce qu'une faute ?

- Vous commettez une faute lorsque vous enfreignez les normes de conduite de l'ONU.
- Une faute peut être établie lorsque :
 - Une personne **ne respecte pas** ses **obligations** ou les **règles établies** par les Nations Unies
 - Une personne **ne respecte pas les normes de conduite** attendues d'elle ou les **lois locales**
- Le personnel en uniforme peut également être tenu de suivre des directives spécifiques à la mission

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 5



Message clé n°4 : Vous commettez une faute lorsque vous enfreignez l'une des normes de conduite de l'ONU.

Définition de la faute

Dans le contexte de l'ONU, une faute peut être le manquement d'un individu à ses obligations ou aux règles établies de l'organisation, ou le non-respect des normes de conduite attendues ou des lois locales. Le personnel en uniforme peut également être tenu de suivre des directives spécifiques à la mission.

Catégories de faute :

- Faute
- Faute grave.


L'exploitation et les abus sexuels (EAS) sont considérés comme des fautes graves au sein de l'ONU.



Conseils aux formateurs : Informez les participants que cette leçon portera sur les fautes et que la Leçon 3.3 portera sur les fautes graves, y compris l'exploitation et les abus sexuels.

Diapositive 6



3.2 Conduite et discipline 

Exemples de conduites inappropriées

- Harcèlement, y compris le harcèlement sexuel
- Infractions au Code de la route
- Conduites prohibées
- Violations des règles de passation des marchés
- Actes illicites
- Violation d'autres règlements, règles et instructions administratives
- Obstruction à l'obligation de rendre des comptes
- Abus de pouvoir/fonction
- Fraude et vol
- Non-respect des obligations financières et juridiques

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 6



Message clé n°5 : Une conduite inappropriée peut impliquer une ou plusieurs personnes en tant qu'auteurs présumés. Il est important de savoir quelles actions sont considérées comme des conduites inappropriées ou des fautes par les Nations Unies.



Exemples de conduites inappropriées

- Harcèlement, y compris le harcèlement sexuel
- Infractions au Code de la route
- Conduites prohibées
- Violations des règles de passation des marchés
- Actes illégaux
- Violation d'autres règlements, règles et instructions administratives
- Obstruction à l'obligation de rendre des comptes
- Abus de pouvoir ou de fonction
- Fraude et vol
- Non-respect des obligations financières et juridiques.

Conduites prohibées

La Circulaire du Secrétaire général de 2019 définit la discrimination et le harcèlement comme des comportements interdits. Cela inclut le harcèlement sexuel et l'abus d'autorité.

La discrimination s'entend de tout traitement injuste ou distinction arbitraire fondés sur la race, le sexe, le genre, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression du genre, la religion, la nationalité, l'origine ethnique, le handicap, l'âge, la langue, l'origine sociale ou tout autre attribut commun à tel ou tel groupe de personnes. Il peut s'agir d'un acte isolé visant une personne ou un groupe de personnes ayant en commun une même caractéristique, ou de faits de harcèlement ou d'abus d'autorité.

Le harcèlement s'entend de tout comportement malvenu, dont on peut raisonnablement penser qu'il est choquant ou humiliant pour autrui ou qu'il peut être perçu comme tel, lorsqu'il entrave la bonne marche du service ou crée un climat de travail intimidant, hostile ou offensant. Le harcèlement peut prendre la forme de paroles, de gestes ou d'actes de nature à importuner, alarmer, blesser, avilir, intimider, rabaisser, humilier ou embarrasser autrui.

Le harcèlement sexuel s'entend de tout comportement malvenu à connotation sexuelle, dont on peut raisonnablement penser qu'il est choquant ou humiliant ou qu'il peut être perçu comme tel, lorsqu'il entrave la bonne marche du service, est présenté comme une condition d'emploi ou crée un climat de travail intimidant, hostile ou offensant. Il peut se produire sur le lieu de travail ou à l'occasion du travail.

L'abus d'autorité s'entend de l'utilisation abusive d'une position d'influence, de pouvoir ou d'autorité aux dépens d'autrui. Il consiste dans sa forme aggravée dans le fait pour l'auteur d'user de sa position, de son pouvoir ou de son autorité pour influencer indûment la carrière ou les conditions d'emploi (nomination, affectation, renouvellement de contrat, évaluation de la performance, conditions de travail, promotion, etc.) d'autrui. Il peut également consister dans le fait de créer, entre autres par l'intimidation, la menace, le chantage ou la coercition, un climat de travail hostile ou offensant. Un tel environnement inclut, sans s'y limiter, le recours à l'intimidation, aux menaces, au chantage ou à la coercition. L'abus d'autorité constitue une circonstance aggravante de la discrimination et du harcèlement, y compris le harcèlement sexuel.



Référence

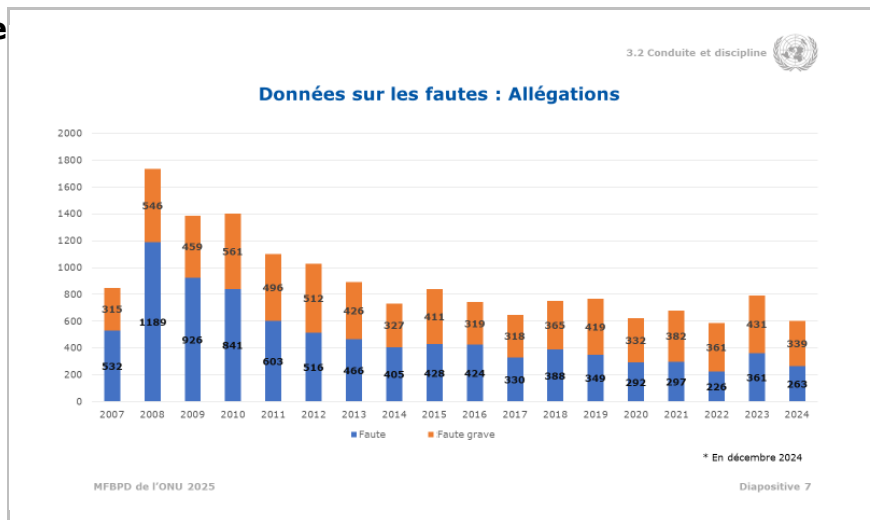
- Nations Unies, *Circulaire du Secrétaire général. Lutte contre la discrimination, le harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, et l'abus d'autorité*, ST/SGB/2019/8, 10 septembre 2019.

Statistiques sur les mauvaises conduites

L'archivage et le suivi des données relatives aux allégations de mauvaise conduite ont débuté en 2006. L'ancien Département de l'appui aux missions (DAM) a lancé le système de suivi des fautes (SSF, ou Misconduct Tracking System (MTS) en anglais), une base de données mondiale à accès restreint et un système de suivi confidentiel de toutes les allégations de mauvaises conduites.

Le système, désormais appelé système de suivi de la gestion des dossiers (SSGD, ou Case Management Tracking System (CMTS) en anglais), est géré par le service Conduite et discipline du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité. Le nouveau système facilite la gestion des dossiers et l'échange d'informations entre le service Conduite et discipline et les entités du Secrétariat, y compris les missions sur le terrain.

Diapositive 7




Le graphique de la Diapositive 7 fournit des informations sur le nombre d'allégations signalées par année, selon qu'il s'agit d'allégations de faute grave (à l'exclusion de l'exploitation et des abus sexuels) ou de mauvaise conduite. Ces données sont mises à jour chaque mois sur la base des informations saisies dans le SSGD. D'autres données sur les fautes sont disponibles sur le site Internet des missions de l'ONU consacré à la conduite.

Privilèges et immunités

Diapositive 8



3.2 Conduite et discipline 

Privilèges et immunités du personnel de maintien de la paix

- L'immunité protège contre les poursuites pénales engagées par les pays hôtes.
- Les membres des contingents militaires et de police ne peuvent faire l'objet de poursuites dans le pays hôte ; toutefois, des mesures seront prises par leur pays.
- Les fonctionnaires et experts en mission de l'ONU bénéficient **seulement** d'une immunité fonctionnelle, ce qui signifie que l'immunité n'est liée qu'à l'exercice de leurs fonctions officielles. Même lorsque l'immunité s'applique, elle peut être levée par le Secrétaire général.

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 8



Message clé n°6 : Les privilèges et immunités ne signifient pas que le personnel de maintien de la paix peut enfreindre les normes de conduite en toute impunité.

L'ONU attend de tous les membres du personnel de maintien de la paix qu'ils respectent les normes de conduite les plus élevées de l'Organisation. **Il n'y a aucune exception.**

Les immunités et privilèges existent pour permettre au personnel civil et de police ainsi qu'aux observateurs militaires de s'acquitter de leurs fonctions officielles. L'immunité les protège contre les poursuites pénales engagées par les pays hôtes. Les fonctionnaires et experts en mission de l'ONU bénéficient d'une immunité fonctionnelle, ce qui signifie que l'immunité ne s'applique qu'aux actes officiellement définis comme relevant de leur fonction.


Même lorsque l'immunité s'applique, elle peut être levée par le Secrétaire général.

Les membres des contingents militaires et de police, par exemple, bénéficient d'immunités de poursuite dans le pays hôte. Toutefois, des mesures seront prises par leurs pays.

Conséquences de la faute

Diapositive 9



3.2 Conduite et discipline 

Conséquences de la faute

- Les personnes victimes de harcèlement (y compris sexuel), d'abus d'autorité et de discrimination sur le lieu de travail sont confrontées aux conséquences suivantes :
 - Une violation des droits humains et de la dignité
 - Des effets physiques et psychologiques
- Les fautes ont des répercussions sur nous tous (y compris nos pairs et nos supérieurs)
 - Une démotivation ; de mauvaises performances (y compris pendant les opérations)
 - Des absences au travail, des maladies liées au travail
- Une atteinte à la réputation de l'ONU, de la mission et des PFT/A
- Une atteinte aux efforts déployés pour remplir notre mandat

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 9



Message clé n°7 : Les fautes nous affectent tous sur le lieu de travail : les individus, les victimes, les États Membres, la mission de l'ONU et l'Organisation dans son ensemble.

Conséquences d'une conduite prohibée


Les personnes victimes de harcèlement (y compris sexuel), d'abus d'autorité ou de discrimination sur leur lieu de travail subissent une violation de leurs droits humains et de leur dignité. Ces comportements hostiles peuvent démotiver les personnes concernées, y compris le personnel en uniforme, et entraîner des maladies professionnelles, des absences et une baisse des performances collectives, notamment pendant les opérations. Ces comportements interdits ont des répercussions non seulement sur les personnes qui en sont victimes, mais aussi sur leurs collègues et leurs supérieurs.

Il faut consacrer du temps à la résolution de ces problèmes, qui peuvent avoir des conséquences juridiques. Ces comportements peuvent également nuire à la réputation de l'ONU, de la mission et du pays fournisseur de troupes, et compromettre l'ensemble des efforts déployés par la mission pour s'acquitter de son mandat.

Conséquences des fautes pour les missions de l'ONU

Diapositive 10



3.2 Conduite et discipline 

Conséquences de la faute

Pour la mission :

- Porte atteinte aux valeurs et aux principes de l'ONU
- Viole l'intégrité et l'impartialité
- Réduit la crédibilité et nuit à l'image de l'ONU
- Sape la confiance des communautés locales
- Peut être utilisé par des éléments perturbateurs pour discréditer la mission
- Menace la sécurité
- Compromet l'État de droit et encourage la criminalité

MFBPD de l'ONU 2025


Diapositive 10

Les fautes portent atteinte aux valeurs et aux principes de l'ONU, violent l'intégrité et l'impartialité, réduisent la crédibilité, menacent la sécurité, nuisent à l'image de l'ONU, font perdre la confiance des communautés locales, sapent l'État de droit, favorisent la criminalité et peuvent être utilisées par des éléments perturbateurs pour discréditer la mission.

Conséquences des fautes commises par le personnel en uniforme

Diapositive 11



3.2 Conduite et discipline 

Conséquences de la faute

Le personnel en uniforme peut être confronté aux mesures suivantes :

- Mesures disciplinaires prises par son pays (en raison de la compétence exclusive des États Membres)
- Poursuites pénales pour faute constituant un délit
- Rapatriement par l'ONU
- Interdiction définitive de participer à toute mission future
- Suspension des paiements de l'ONU dans les cas avérés d'exploitation et d'abus sexuels

MFBPD de l'ONU 2025

Diapositive 11

Le personnel en uniforme reste sous la juridiction exclusive de son gouvernement national pendant qu'il est déployé dans le cadre d'opérations de l'ONU (c'est-à-dire que c'est son pays d'origine qui décide du bien-fondé de ses actions). En cas de faute, il peut faire l'objet de mesures disciplinaires et de poursuites pénales pour faute constituant un crime. Il peut être rapatrié par les Nations Unies et définitivement exclu de toute mission future. Dans les cas avérés d'exploitation sexuelle ou d'abus sexuels, l'ONU peut suspendre le paiement des indemnités versées au personnel en uniforme.




Conseils aux formateurs : *Il convient de noter que la formation spécifique à la mission, qui est obligatoire et dispensée par le pays fournisseur de troupes ou de forces de police, doit fournir des informations détaillées sur la mission à laquelle le personnel sera affecté, y compris le protocole d'accord et le code de conduite.*

Conséquences des fautes commises par le personnel de l'ONU

Diapositive 12



3.2 Conduite et discipline 

Conséquences de la faute

Comment le personnel de l'ONU est-il tenu responsable ?

- Action administrative de l'ONU
- L'ONU peut placer des personnes en congé administratif
- Mesures disciplinaires prises par l'ONU
- Poursuites pénales

Un blâme écrit, la perte d'un ou plusieurs échelons, un report pour une période déterminée, le report de l'éligibilité à une augmentation de salaire, une suspension sans traitement pour une période déterminée, une amende, une rétrogradation, la cessation de service et le licenciement

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 12

Les membres du personnel de l'ONU, y compris les volontaires de l'ONU, sont tenus responsables de leurs fautes. Leur responsabilité peut entraîner des mesures administratives et disciplinaires, notamment une réprimande écrite (blâme), la perte d'un ou plusieurs échelons, un report pour une période déterminée, le report de l'éligibilité à une augmentation de salaire, une suspension sans traitement pour une période déterminée, une amende, une rétrogradation, la cessation de service et le licenciement.


L'ONU peut également placer des personnes en congé administratif.

Dans certains cas, les fautes commises peuvent donner lieu à des poursuites pénales.

Conséquences des fautes commises par les sous-traitants de l'ONU

Diapositive 13



3.2 Conduite et discipline 

Conséquences de la faute

Pour les sous-traitants :

- Résiliation du contrat avec les Nations Unies
- Action administrative de l'ONU
- Demande aux entreprises de ne pas employer des personnes sous contrat avec les Nations Unies
- Radiation de la liste des fournisseurs agréés de l'ONU
- Poursuites pénales

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 13

Les conséquences pour les sous-traitants comprennent des mesures administratives, la résiliation des contrats avec les Nations Unies, la demande aux entreprises de ne pas employer les personnes sous contrat avec les Nations Unies, le retrait de la liste des fournisseurs agréés de l'ONU et des poursuites pénales.

Activité d'apprentissage obligatoire 3.2.1

Diapositive 14



3.2 Conduite et discipline 

Activité d'apprentissage obligatoire 3.2.1 : Conséquences de la faute

Objet : Comprendre les conséquences considérables d'une faute commise par un individu

Temps imparti : 10 minutes

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 14

Conséquences de la faute	
Méthode	Séance de réflexion et discussion (Diapositive 15)
Objet	Comprendre les conséquences considérables d'une faute commise par un individu
Temps imparti	10 minutes
Consultez 3.2 Aide à l'apprentissage pour les consignes.	

Lutter contre les cas de conduite inappropriée

Diapositive 16



3.2 Conduite et discipline 

Activité d'apprentissage obligatoire 3.2.1 : Conséquences de la faute

Objet : Comprendre les conséquences considérables d'une faute commise par un individu

Temps imparti : 10 minutes

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 14

L'ONU a adopté une stratégie en trois volets pour lutter contre les conduites inappropriées :

- Prévention de la faute.
- Application des normes de conduite de l'ONU.
- Mesures correctives.

Diverses mesures de prévention sont mises en place au siège de l'ONU et sur le terrain. Ces mesures comprennent la formation du personnel aux normes de conduite de l'ONU avant et après le déploiement. Elles comprennent également la sensibilisation de la population du pays hôte par le biais de messages diffusés à la radio et à la télévision, la distribution de brochures, des campagnes d'affichage et

des réunions avec des groupes communautaires. L'ONU procède également à la vérification des antécédents des personnes pour détecter tout cas de mauvaise conduite antérieure dans le cadre d'une opération de l'ONU et mène des activités d'évaluation et de gestion des risques dans la zone de la mission.

D'autres mesures de prévention sur le terrain, en fonction des facteurs de risque présents, peuvent inclure des restrictions de mouvement, des couvre-feux empêchant le personnel de sortir la nuit, l'obligation pour les soldats de porter l'uniforme en dehors des casernes, la désignation de zones interdites, la mise en place de politiques de non-fraternisation, le renforcement des patrouilles autour des zones à haut risque et l'éloignement du personnel chargé de la conduite et de la discipline du quartier général vers des lieux présentant un risque potentiellement élevé de faute.

L'application comprend les activités menées en réponse à un rapport faisant état d'une possible inconduite, telles que le traitement des plaintes, les enquêtes, les procédures disciplinaires et la responsabilisation. L'application garantit que les violations des normes de conduite de l'ONU donnent lieu à des sanctions et est donc essentielle pour assurer le respect de ces normes.

Les mesures correctives soutiennent et aident les victimes d'exploitation et d'abus sexuels. La *Stratégie globale des Nations Unies d'aide et de soutien aux victimes d'actes d'exploitation ou d'agression sexuelles commis par des membres du personnel des Nations Unies ou du personnel apparenté* appelle le système des Nations Unies à collaborer pour aider les personnes ayant des besoins liés à un acte d'exploitation ou d'abus sexuels. Les victimes d'exploitation et d'abus sexuels peuvent recevoir une assistance de la part de l'ONU, notamment des soins médicaux, un soutien psychologique, une aide juridique, de la nourriture, des vêtements et un abri.

Signaler les fautes

Tous les membres du personnel de l'ONU, y compris ceux qui servent les Nations Unies dans le cadre de missions, sont tenus de signaler les cas de mauvaise conduite dont ils ont connaissance et de coopérer à toute enquête sur des allégations de faute.

Tous les agents de l'ONU sont obligés de signaler les fautes, de collaborer aux enquêtes et de fournir des informations de bonne foi.

Cette obligation recouvre ce qui suit :


- Signaler toute violation des règles et règlements de l'ONU
- Coopérer aux audits et enquêtes autorisés.

L'ONU considère les allégations malhonnêtes formulées par des membres du personnel et la propagation de rumeurs non fondées comme des fautes. Les

séances d'information organisées au sein des missions et lors de la prise de fonction porteront sur les mécanismes de signalement des fautes propres à chaque mission.

Diapositive 17



3.2 Conduite et discipline 

Signaler les fautes

1. Signalement des soupçons de faute à :
 - Équipe Conduite et Discipline dans les missions sur le terrain
 - Bureau des services de contrôle interne (BSCI)
 - Le personnel en uniforme peut signaler les cas par la voie hiérarchique
2. Rapport de bonne foi
3. Recueillir autant d'informations que possible
4. Collaborer avec les enquêtes de l'ONU

MFBPD de l'ONU 2025

Diapositive 17



Message clé n°8 : Vous avez le devoir de signaler toute faute à l'équipe Conduite et discipline au sein des missions de l'ONU, au Bureau des services de contrôle interne (BSCI) ou par la voie hiérarchique. Vous n'avez pas besoin de demander l'autorisation de votre supérieur hiérarchique pour signaler un cas.

Diapositive 18



3.2 Conduite et discipline 

Signaler les fautes

- Assistance téléphonique : +1-917-423-5256
- Formulaire de signalement en ligne :
 - <https://conduct.unmissions.org/report-now>
- Vous n'avez pas besoin de demander l'autorisation de votre supérieur hiérarchique pour signaler un cas

MFBPD de l'ONU 2025

Diapositive 18

D'autres canaux sont également disponibles :

- Assistance téléphonique : +1-917-423-5256
- Formulaire de signalement en ligne : <https://conduct.unmissions.org/report-now>.


Confidentialité

Les allégations de faute sont sensibles et donnent lieu à des procédures confidentielles, telles que des enquêtes. Toutes les parties concernées ont besoin de confidentialité et de discrétion à ce stade. Par conséquent, toutes les informations relatives aux allégations de faute doivent rester strictement confidentielles et ne doivent être divulguées qu'aux personnes qui ont besoin de les connaître.

Protection contre les représailles

Diapositive 19



3.2 Conduite et discipline 

Protection contre les représailles

- Les **représailles** sont définies comme des actions préjudiciables directes ou indirectes à l'encontre d'une personne qui signale une faute
- Ces actions peuvent être recommandées ou évoquées sous forme de menaces ou mises en œuvre
- Vous êtes protégé contre les représailles lorsque vous signalez une faute ou coopérez à une enquête
- Les représailles peuvent être signalées au BSCI, à l'équipe Conduite et discipline ou au Bureau de la déontologie

MFBPD de l'ONU 2025

Diapositive 19

Les représailles sont définies comme des actions préjudiciables directes ou indirectes à l'encontre d'une personne qui signale une faute. Ces actions peuvent être recommandées ou évoquées sous forme de menaces ou mises en œuvre. Les représailles pour avoir signalé une faute ou avoir collaboré avec une enquête sont interdites. Conformément à la mission du BSCI (ST/SGB/273, par. 18 (f)), aucune action ne peut être mise en œuvre contre les personnels qui transmettent des signalements ou collaborent avec le BSCI. Des mesures disciplinaires seront mises en œuvre si des représailles sont intentées.



Référence

- Nations Unies, Circulaire du Secrétaire général des Nations Unies sur la création du Bureau des services de contrôle interne, ST/SGB/273, 7 septembre 1994.

Les membres du personnel qui signalent des soupçons de faute de bonne foi ont le droit d'être protégés contre les représailles. La protection contre les représailles est accordée en cas de signalement ou de coopération à une enquête. Les représailles peuvent être signalées au BSCI, à l'équipe Conduite et discipline ou au Bureau de la déontologie.



Message clé n°9 : Les représailles sont définies comme des actions préjudiciables directes ou indirectes qui sont recommandées, évoquées sous forme de menaces ou mises en œuvre à l'encontre d'une personne qui signale une faute. Vous

serez toujours protégé contre les représailles pendant toute la durée de l'enquête sur les fautes que vous avez signalées.

Responsabilités et redevabilité

Tous les membres du personnel

Tous les membres du personnel, y compris les personnes qui servent dans des missions de l'ONU, sont tenus de :

- Se familiariser avec les normes de conduite de l'ONU
- Signaler les cas de faute dont ils ont connaissance
- Coopérer pleinement aux enquêtes sur les allégations.

Tous les membres du personnel sont responsables des violations des normes de conduite de l'ONU et peuvent faire l'objet d'une enquête et de poursuites devant les tribunaux nationaux si les violations constituent un délit au regard de la législation nationale.

Les fautes commises par un agent de maintien de la paix ou dans le cadre d'une mission ont des répercussions importantes. Elles nuisent à la réputation de l'ensemble du personnel de maintien de la paix, de toutes les missions de l'ONU et de l'Organisation elle-même.


Elles sapent également la crédibilité et la légitimité de l'ONU auprès de leurs partenaires locaux, nationaux et internationaux.



Conseils aux formateurs : Cette partie de la session décrit l'obligation des dirigeants d'assumer la responsabilité du respect des normes de conduite les plus exigeantes et de la prévention, du suivi et de l'intervention en cas de faute.

Diapositive 20



3.2 Conduite et discipline 

Responsabilité et redevabilité des dirigeants

Les responsables et les commandants doivent :

- Promouvoir, établir et maintenir les normes de conduite les plus élevées
- La gestion des risques de mauvaise conduite peut inclure :
 1. Mesures de prévention
 2. Sensibilisation
 3. Formation et mentorat
 4. Visites pour évaluer les risques
- Signaler tous les cas de faute à l'ECD ou au BSCI
- Signaler les représailles

MFBPD de l'ONU 2025Diapositive 20

Responsables et commandants

Ils doivent promouvoir, établir et maintenir les normes de conduite les plus élevées. La gestion des risques de faute peut inclure des mesures de prévention, des activités de sensibilisation, des formations et du mentorat, ainsi que des visites d'évaluation des risques. Les cadres et les commandants sont également tenus de signaler toute faute au chef des composantes civile, militaire et policière respectives, qui la transmettront à l'équipe Conduite et discipline (ECD). Les rapports peuvent également être adressés directement au BSCI.



Message clé n°10 : L'ONU attend des dirigeants qu'ils a) respectent les normes de conduite et b) empêchent, suivent et répondent aux fautes.

Les Nations Unies

L'Organisation des Nations Unies est chargée de mettre en place des moyens de prévenir et de traiter les fautes commises par le personnel servant dans les missions de l'ONU. L'Organisation a également pour obligation de prendre des mesures à l'encontre des membres de son personnel qui commettent des fautes. L'ONU est également chargée de signaler ces fautes aux États Membres respectifs et aux autres employeurs.

États Membres

Les États Membres qui fournissent du personnel militaire, de police ou autre doivent veiller à ce que leur personnel en mission pour les Nations Unies connaisse les normes de conduite attendues par les Nations Unies.

Les États Membres ont pour obligation de :

- Signaler les fautes commises par leur personnel dans le cadre des missions de l'ONU
- Veiller à ce que les enquêtes qu'ils mènent soient rapides et professionnelles
- Prendre des mesures à l'encontre du personnel qu'ils ont détaché auprès des missions de l'ONU lorsque ce personnel a commis des fautes ou lorsque les officiers supérieurs n'ont pas maintenu l'ordre et la discipline
- Faciliter le règlement rapide des plaintes impliquant leur personnel, y compris les demandes de reconnaissance de paternité et de pension alimentaire.



Message clé n°11 : Les États Membres sont tenus de poursuivre les personnes qui commettent des fautes constituant des crimes en vertu des lois de l'État hôte ou de l'État contributeur.

Clôture de la leçon

Diapositive 21



Conseils aux formateurs : Si vous en avez le temps, résumez la leçon en rappelant le but et les objectifs de l'apprentissage. Précisez que les messages clés soutiennent les objectifs de l'apprentissage. Demandez aux participants s'ils ont des questions. Veillez à distribuer le document « Résumé des messages clés » à tous les participants.

Document – Résumé des messages clés

Message clé n°1 : Les normes de conduite de l'ONU s'appliquent à toutes les catégories de personnel, qu'il s'agisse de civils, d'agents en uniforme ou d'experts en mission.

Message clé n°2 : Chaque agent de maintien de la paix représente les Nations Unies, et chaque agent de maintien de la paix en uniforme représente également son pays.

Message clé n°3 : Lorsque vous êtes déployé dans le cadre d'une mission de l'ONU, vous êtes tenu de respecter les normes de conduite de l'ONU, quelles que soient les lois en vigueur dans votre pays.

Message clé n°4 : Vous commettez une faute lorsque vous enfreignez l'une des normes de conduite de l'ONU.

Message clé n°5 : Une conduite inappropriée peut impliquer une ou plusieurs personnes en tant qu'auteurs présumés. Il est important de savoir quelles actions sont considérées comme des conduites inappropriées ou fautes par les Nations Unies.

Message clé n°6 : Les privilèges et immunités de l'ONU ne signifient pas que le personnel de maintien de la paix peut enfreindre les normes de conduite en toute impunité.

Message clé n°7 : Les fautes nous affectent tous sur le lieu de travail : les individus, les victimes, les États Membres, la mission de l'ONU et l'Organisation dans son ensemble.

Message clé n°8 : Vous avez le devoir de signaler toute faute à l'équipe Conduite et discipline au sein des missions de l'ONU, au Bureau des services de contrôle interne (BSCI) ou par la voie hiérarchique. Vous n'avez pas besoin de demander l'autorisation de votre supérieur hiérarchique pour signaler un cas.

Message clé n°9 : Les représailles sont définies comme des actions préjudiciables directes ou indirectes qui sont recommandées, évoquées sous forme de menaces ou mises en œuvre à l'encontre d'une personne qui signale une faute. Vous serez toujours protégé contre les représailles pendant toute la durée de l'enquête sur les fautes que vous avez signalées.

Message clé n°10 : L'ONU attend des dirigeants qu'ils a) respectent les normes de conduite et b) empêchent, suivent et répondent aux fautes.

Message clé n°11 : Les États Membres sont tenus de poursuivre les personnes qui commettent des fautes constituant des crimes en vertu des lois de l'État hôte ou de l'État contributeur.